



À l'attention de
Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE,
Directrice générale de l'AEFE
Agence pour l'Enseignement du Français à l'Étranger
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
4 Pass. Colisée, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Paris, le 18 novembre 2025

Objet : Préavis de grève FSU pour le 2 décembre 2025

Madame la Directrice générale,

À l'appel de la FSU, de la CGT et de Solidaires, nous appelons à un mouvement d'actions syndicales et de grève le 2 décembre 2025 dans l'ensemble du réseau comme en Centrale

A l'heure actuelle du débat budgétaire, des régressions nombreuses et graves que nous avons dénoncées dans le budget Bayrou demeurent et notamment :

- La suppression de 3000 postes dans la Fonction publique et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale...
- Le gel du salaire des agent.es de la Fonction publique qui a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants !
- La baisse des moyens des services publics notamment des universités, des collectivités territoriales, de la culture, de la santé, de l'action sociale, ainsi que la baisse des dotations aux associations...
- La taxation des malades avec le doublement des franchises médicales qui pourraient atteindre 350€ par personne, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires.
- La limitation à 15 jours des arrêts maladie et à 4 mois des arrêts en accidents du travail / maladies professionnelles (ATMP).
- L'année blanche et le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030, ainsi que de toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, AAH, RSA...). Sous la pression, le premier ministre s'est engagé à y renoncer mais nous n'avons aucune garantie solide à ce stade.
- La baisse du budget des hôpitaux et des Ehpad alors qu'ils sont déjà contraints de fermer de nombreux lits.

À l'AEFE, le réseau est touché de plein fouet par les baisses de sa subvention pour charges de service public sur les programmes 185 et 151. Cette sous dotation chronique de l'Etat que nous dénonçons de longue date et l'absence d'une solution acceptable pour le poids du CAS pension ont entraîné l'opérateur public dans l'impasse. **Les premiers projets annoncés auront un impact direct sur les budgets des établissements, voire leur fonctionnement pédagogique.** Les revalorisations nécessaires des salaires des personnels de droit local seront plus que compliquées, et les premières annonces ne sont pas acceptables, comme c'est déjà le cas au Maroc, sur le coût vie.

À cela s'ajoute la réforme de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) obligatoire avec un reste à charge de 10% pour les agent-es en cas d'hospitalisation. L'AEFE n'a pas pris la peine d'entrer dans les négociations interministérielles à temps, malgré les alertes répétées de la FSU. L'agence étant absente, la spécificité de ses personnels détachés n'a pas totalement été prise en compte et cette prise en charge à seulement 90% a été actée. Cela placera de nombreux personnels en grande difficulté.

Les agent-es ne laisseront pas la situation se dégrader ainsi et mettront tout en œuvre pour que des solutions réelles soient mises en place afin de poursuivre, voire de renforcer, les missions de service public à l'étranger données à l'opérateur.

Pour le dire, nous appelons à une grève dans l'ensemble du réseau et en Centrale, le 2 décembre 2025.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos respectueuses salutations.

Clémence CHAUDIN
FSU-SNUipp Hors de France

Patrick SOLDAT
SNES-FSU Hors de France

Anthony DELTOUR
SNEP-FSU Hors de France